

I.9. LEGISLACIÓ INTERNACIONAL

Montserrat SOLÉ I SAN MILLÁN

Resolució sobre la situació de les llengües a la Comunitat i la de la llengua catalana

El dia 11 de desembre de 1990 el Ple del Parlament Europeu va aprovar la Resolució sobre la situació de les llengües a la Comunitat i el cas de la llengua catalana (Resolució A3-169/90, publicada al DOCE núm. C19/42 i 43, de 28 de gener de 1991).

Cal remarcar que el terme «resolució» indica que l'acte així denominat constitueix una declaració d'intenció sense efectes obligatoris. No obstant això, algunes resolucions tenen una gran importància, especialment aquelles que constitueixen «el marc en el qual l'acció comunitària es desenvoluparà durant molts anys».

En aquest sentit, l'aprovació de la Resolució sobre el reconeixement de la llengua catalana comporta bàsicament la publicació en català dels tractats i dels textos fonamentals de la Comunitat, la difusió en català de la informació pública relativa a les institucions europees a través de tots els mitjans de comunicació, la inclusió del català en els programes elaborats per la Comissió per a l'aprenentatge i el perfeccionament de les llengües europees, la utilització del català en les relacions orals i escrites amb el públic a les oficines de la Comissió de la Comunitat Europea en els territoris de l'àmbit lingüístic català i la possibilitat, d'acord amb el Reglament del Tribunal de Justícia de les Comunitats Europees, que els testimonis i experts puguin utilitzar la llengua catalana davant el Tribunal si no poden expressar-se convenientment en una de les llengües de procediment del Tribunal.

Atesa la seva importància, es reproduïx íntegrament el text de la Resolució i la transcripció de les actes de les sessions dels dies 10 i 11 de desembre de 1990 en les quals es va debatre el contingut de la Resolució.

Sprog i Fællesskabet
Sprachensituation in der Gemeinschaft
Γλώσσες της Ευρωπαϊκής
Κοινότητας
Languages in the Community
Lenguas en la Comunidad
Langues dans la Communauté
Lingue nella Comunità
Talen in de Gemeenschap
Línguas nas Comunidades

DER PRÄSIDENT. — Nach der Tagesordnung folgt die Aussprache über den Bericht (Dok. A3-169/90) von Frau Reding (Berichterstatlerin und Koordinatorin) (Ko-Berichterstatler: Herr Gasòliba i Böhm, Herr Gutiérrez Díaz und Frau Miranda de Lage) im Namen des Petitionsausschusses über die Sprachensituation in der Europäischen Gemeinschaft und den Fall des Katalanischen.

REDING (PPE), *rapporteur/coordonateur*. — La langue est un élément majeur de l'identité des hommes. Par elle se transmettent la richesse culturelle et le sentiment d'appartenance à la Communauté. Priver les hommes de leur langue revient à les priver de leur identité et à mettre en danger la cohésion sociale. Ne pas protéger et ne pas promouvoir les richesses linguistiques revient à détruire une partie importante du patrimoine appartenant à l'ensemble des Européens. Voilà pourquoi il est

de notre devoir de préserver les langues, qu'elles soient nationales ou régionales, officielles ou minoritaires, qu'elles soient parlées par des millions de citoyens ou seulement par une poignée d'Européens.

Ceux qui veulent créer l'Europe de demain ont tout intérêt à sauvegarder les diversités culturelles sur notre continent, car l'union ne pourra se faire que dans le respect des diversités et l'on mesurera le degré de démocratie de cette union à la place qui sera accordée aux minorités, qu'elles soient sociales, culturelles ou linguistiques.

Il n'y a pas de langue mineure. Chaque langue est importante, car elle est le reflet de l'identité d'une personne, d'une communauté et cette identité culturelle des individus dans leur communauté est indispensable dans le contexte supranational de demain. L'homme est comme un arbre. Si ses racines sont bien fermement ancrées dans la terre, le tronc peut s'élaner, les branches peuvent s'étendre. Ainsi, de solides racines culturelles, et l'élément linguistique en fait intimement partie, sont-elles nécessaires aux citoyens européens. Elles leur confèrent la sécurité qui permet d'ouvrir les bras et de tendre la main au voisin, à celui qui est différent.

La diversité culturelle et linguistique n'est donc pas un facteur de division, mais bel et bien un atout

pour l'union. Ceux qui veulent l'union des Européens ont, de ce fait, tout intérêt à protéger les diversités culturelles et à promouvoir les différentes langues dans la Communauté européenne.

Chers collègues, c'est dans cette optique que s'inscrit le projet de résolution que la commission des pétitions vous soumet aujourd'hui. Donnons l'entière reconnaissance à la langue catalane, langue européenne millénaire, parlée par des millions de citoyens et ayant un statut d'officialité dans les territoires des îles Baléares et de la Catalogne. Faisons en sorte que l'enseignement de cette langue soit promu par la Communauté européenne et que les Communautés s'adressent aux citoyens catalans dans la langue qui est la leur.

Mais reconnaître, protéger et promouvoir une langue est une chose. Alourdir encore plus le fardeau du multilinguisme dans le travail du Parlement en est une autre. Aujourd'hui déjà, les neuf langues de travail, avec leurs 72 combinaisons linguistiques possibles ainsi que les millions de pages traduites en neuf langues représentent une «Babel» aux limites de la fonctionnalité. Heureusement que mes compatriotes luxembourgeois n'insistent pas pour que le «letzebuergesch», la seule langue nationale à ne pas avoir le statut de langue de travail au Parlement, devienne la dixième langue de travail! Face à cette situation il

est clair qu'on ne peut pas prendre la responsabilité d'ajouter une langue de travail supplémentaire, au risque de mettre en danger l'efficacité du processus législatif dans notre Parlement.

Le projet de résolution sur la situation des langues dans la Communauté européenne et celle de la langue catalane peut être caractérisé par deux termes: prudence et audace. Prudence, pour ne pas alourdir le processus linguistique au Parlement européen, donc pas de langue de travail supplémentaire, mais audace en ce qui concerne la prise en considération des diversités linguistiques, donc reconnaissance et promotion de la langue catalane en dehors de l'enceinte du Parlement. C'est cette quadrature du cercle que vous propose la commission des pétitions. Nous espérons que la solution que nous vous présentons pour la langue catalane pourra servir de modèle pour l'avenir, surtout en vue d'un probable élargissement de la Communauté. C'est ainsi que nous construisons notre avenir commun, en préservant l'outil de travail politique et législatif tout en respectant pleinement la diversité culturelle et linguistique des citoyens européens.

Un mot encore, Monsieur le Président, sur les amendements. La proposition de résolution est le fruit de longs mois de travail, pendant lesquels le rapporteur et les co-rapporteurs —que je voudrais d'ailleurs remercier pour leur apport construc-

tif — ont analysé tous les problèmes inclus dans les amendements et ont notamment eu des entretiens avec les services techniques et linguistiques. La proposition de résolution est la conclusion de ces travaux. Elle va aussi loin que possible, sans mettre en danger le bon fonctionnement de notre Parlement. La proposition de résolution est un compromis accepté à l'unanimité par les rapporteurs et les membres de la commission des pétitions. Accepter l'un ou l'autre amendement voudrait dire mettre en danger ce difficile consensus. C'est la raison pour laquelle votre rapporteur propose de rejeter l'ensemble des amendements.

(Applaudissements)

GUTIÉRREZ DÍAZ (GUE), *coponente*. — Señor Presidente, Señorías, como coponente del informe que debatimos, debo, por honestidad y rigor, subrayar, en primer lugar, el carácter colectivo del trabajo que nos ha llevado a la propuesta final. Trabajo colectivo y responsable, en primer lugar, de todos los ponentes, la Sra. Vivian Reding, la Sra. Ana Miranda, el Sr. Carlos Gasoliba y yo mismo, pero también de toda la Comisión de Peticiones, y de una forma muy especial, de los eurodiputados ligados a Cataluña que han seguido el proceso paso a paso, dándonos sus opiniones y al final su aprobación responsable. Sería injusto en este momento olvidar la iniciati-

va surgida del Parlamento Catalán y de *les Illes Balears*, así como la movilización de la opinión pública en favor del reconocimiento oficial de la lengua catalana como patrimonio vivo de nuestra Comunidad Europea, como valor cultural, literario, científico y social y también político.

Estamos, al mismo tiempo, reafirmando una vez más la identidad democrática que caracteriza el proceso de construcción de la unidad europea, porque la democracia es afirmación de la riqueza en el pluralismo, individual y colectivo, político y cultural. De aquí que la potenciación de la diversidad lingüística sea también una potenciación de la creatividad, de la libertad, de la participación y, por ello, un reforzamiento de la unidad europea. Hoy Cataluña queda más integrada en Europa y, a través de este reconocimiento, Cataluña refuerza su inequívoca vocación europea. Al mismo tiempo, señor Presidente, abrimos un proceso claro, transparente, no conflictivo ni técnicamente irrealizable para que este reconocimiento no sea sólo formal, sino que se acompañe de medidas que lo hagan efectivo y potenciador. Roberto Barzanti, presidente de la Comisión de Cultura de nuestro Parlamento, que debía expresar hoy aquí la opinión de nuestro Grupo, la Izquierda Unitaria Europea, y que no ha podido llegar a tiempo, me ha transmitido unas palabras que expresan con mayor acierto y con mayor auto-

ridad lo que he querido decir hasta aquí. Dice Roberto Barzanti: «La multiplicidad de idiomas que caracteriza a Europa representa una riqueza extraordinaria que debemos preservar y valorar. Nada sería más destructivo y aberrante que sacrificar esta excepcional variedad expresiva y cultural en aras de una supuesta homologación funcionalista. El papel de la lengua catalana, que el Parlamento reconoce por fin, ha sido el gran relieve en la historia de Europa...

(El Presidente interrumpe al orador)

Señor Presidente, voy a hablar más lentamente, pero usted sabe que el reloj nos persigue de una forma implacable. Pero debo salvar no sólo la lengua catalana sino la vida de los intérpretes.

...y constituye un medio concreto para medir lo que separa lo genérico de lo abstracto. La cuestión que surge de la discusión y el debate que hoy presentamos a la atención de nuestro Parlamento atañe de forma importante al concepto de democracia, no sólo a la cultura. Mi deseo más profundo es que se manifieste aquí el mayor consenso posible.»

El mayor consenso posible, añado yo, porque siendo el paso que damos firme e importante, no podemos olvidar que la propuesta tiene aún la fragilidad de uno recién nacido y que la solidez de este paso, en definitiva, la vida de este recién nacido, depende de la capacidad y la

valentía de mantener nuestros compromisos. Por ello decimos «no» a modificaciones o enmiendas que, bajo el pretexto de la mejora, arriesgan con ligereza la vida de aquellos que dicen defender más que nadie. Porque conocemos y rechazamos estos métodos, porque estamos por la vida de las personas, de las culturas y de los pueblos y queremos edificar sobre ella el futuro, porque somos una fuerza responsable, porque amamos el catalán por sí mismo y como patrimonio vivo de la Europa unida, nuestro Grupo votará a favor del informe y pide al Parlamento que le otorgue su voto favorable, así como que se oponga a cualquier enmienda que, más allá de la buena voluntad de algunos de los enmendantes, pueda romper el consenso y hacer el informe inviable.

(Aplausos)

VERDE I ALDEA (s). — Señor Presidente, me complace, en nombre del Grupo Socialista de esta Asamblea, dar nuestro pleno y total apoyo al informe que ha presentado la Sra. Reding que, como se ha dicho, es el resultado de muchos esfuerzos, de muchos trabajos hechos con buena voluntad y, sobre todo, con ánimo de concordia.

En aplicación del artículo 3.º de la Constitución española que afirma que, además del castellano, las demás lenguas españolas serán también oficiales en las respectivas Comuni-

dades Autónomas, el Estatuto de Cataluña proclama, también en su artículo 3.º, que la lengua propia de Cataluña es el catalán. Es el primer reconocimiento de la oficialidad del catalán en un territorio español. Así, como ciudadano de Cataluña y que tiene como lengua propia y según su Estatuto el catalán, no puedo sino alegrarme profundamente de que, en el día de hoy, el Parlamento Europeo haga que la lengua catalana reciba un claro reconocimiento internacional por primera vez en su historia.

El informe que hoy debatimos, y que espero que mañana aprobaremos por amplia mayoría, reviste una particular importancia. Es un informe dedicado a las lenguas denominadas «minoritarias» o «menos difundidas» pero, al mismo tiempo, concede una especial consideración al catalán. Consideración especial que le viene dada por su situación sociológica, por su carácter oficial y por su larga historia. La dimensión sociológico-política de esta lengua, reconocida por primera vez en su nivel jurídico-político más elevado, como he dicho, por la Constitución española, aparece manifiesta en este informe en el que ocupa, por derecho propio, un lugar de particular relieve. El informe Reding es el resultado de un largo trabajo en este Parlamento; es la culminación de un esfuerzo realista y eficaz, alejado de toda dimensión demagógica e insensata.

Estoy contento pues, Señor Presidente, en el día de hoy, por hallarme en el momento en que, años después de su reconocimiento por la Constitución española y por el Estatuto de Cataluña después, la lengua catalana alcanza, por primera vez en su historia, este reconocimiento internacional gracias al paso que está a punto de dar el Parlamento Europeo. Un voto a favor del informe, nuestro voto a favor del informe, será al propio tiempo un voto a favor de esta Europa a la vez unida y multiforme, en la que todas las lenguas y todas las culturas han de tener asegurado su puesto.

ROMERA I ALCÁZAR (PPE). — Señor Presidente, el informe Reding es excelente. La Sra. Reding y sus compañeros de ponencia han trabajado duro, y yo quisiera centrar especialmente la atención en un aspecto: en el carácter posibilista de este informe. Algunas propuestas de resolución presentadas por otros colegas nuestros quedan lejos, muy lejos en su contenido de la propuesta de resolución que encierra este informe. Por ello, insisto en el carácter posibilista y, sobre todo, realista, tratando de encajar las propuestas en las coordenadas de una realidad europea existente hoy en la que, para satisfacción de unos y para disgusto de otros, prevalece la administración central de los Estados sobre la de cualquier otra institución política o administrativa.

El informe ha sido hecho en profundidad, no porque lo diga el propio informe, sino porque se advierte especialmente en su lenguaje, en su concreción: en el considerando D, prodigio de exposición breve y concisa de la importancia y realidad de la lengua catalana, o en el apartado 4, que recoge las peticiones ajustadas a los Tratados, es decir, al Derecho comunitario y respetuosas, por tanto, con la legalidad europea.

Por último, quisiera hablar de la unanimidad que se ha dado en la aprobación de este informe, unanimidad que no es anormal en la aprobación de informes en comisión pero sí lo es cuando el informe se sale de un tema técnico y entra —como es el caso— en un tema eminentemente político.

Finalmente, señor Presidente, en el terreno personal, deseo manifestar que, para una diputada que utiliza la lengua catalana para relacionarse con los demás en todos los ámbitos de su vida, la aprobación de este informe, en el que por primera vez se reconoce el derecho a utilizar nuestra lengua en determinados ámbitos comunitarios, es un honor que quiero compartir con todos ustedes, y quiero dar las gracias a los ponentes y especialmente a cuantos, no siendo catalanes, van a votar a su favor.

(Aplausos)

GASÒLIBA I BÖHM (LDR), *coponente*. — Señor Presidente, Señorías,

«Hem viscut per donar-vos el nom de cada cosa». Traduzco: «Hemos vivido para daros el nombre de cada cosa.» Con este verso, el poeta catalán Espriu expresaba la lucha de los catalanes para salvar su idioma, perseguido y prohibido por la dictadura franquista.

Ni las vicisitudes de la sociedad catalana durante la época contemporánea, ni las cuatro décadas del régimen del general Franco, han impedido que existan más de siete millones de catalanoparlantes, que el catalán se enseñe y utilice a todos los niveles de la enseñanza, que se emplee en todos los medios de comunicación, que sea la expresión de una cultura especialmente brillante en la actualidad y que, con la democracia en España, se haya reconocido la oficialidad del catalán, el cual, además, será empleado como una de las lenguas oficiales en los próximos Juegos Olímpicos de 1992 que se celebrarán en Barcelona, capital de Cataluña.

El sentimiento de la sociedad catalana, de obtener también un reconocimiento del catalán a nivel europeo, fue recogido por los Parlamentos catalán y balear, los cuales aprobaron por unanimidad la petición de que el catalán fuese reconocido como lengua oficial de las Comunidades Europeas.

El informe que aquí nos ocupa reconoce que la lengua catalana es una lengua europea, milenaria, con todas las características que la hacen

perfectamente comparable a las lenguas oficiales y de trabajo de la Comunidad, e indica que su reconocimiento oficial se basa en la iniciativa de un Gobierno ante el Consejo de Ministros. Además, el informe abre vías de utilización real al catalán, dando especial atención al ciudadano catalanoparlante, como ha detallado en su intervención la presidenta de la Comisión de Peticiones, la Sra. Reding, a quien deseo agradecer, muy sinceramente, la dedicación y acierto que ha tenido en la elaboración del mismo. En consecuencia, con este informe, se abre la puerta a la utilización del catalán en las instituciones europeas reconociendo su especificidad y entidad en el contexto lingüístico comunitario.

«Colleages, the catalan is the language of that society that was praised by George Orwell in his "Homage to Catalonia". An hommage for the people that was defending liberty and democracy.»

«Le catalan est aussi la langue maternelle utilisée par des grandes figures de l'art et de la culture de ce siècle qui ont résidé en France de bon gré ou parce qu'elles ont été forcés de partir en exil, comme Pablo Casals ou Miró, ou qui, plus récemment, se sont acquis une réputation universelle, comme Tàpies ou Montserrat Caballé.»

Señorías, nosotros defendemos esta unidad europea en la diversidad de culturas y de lenguas porque sabemos que este complejo mosaico

de historia, de culturas y de lenguas es lo que hace de Europa una entidad especial en el contexto internacional.

Con la aprobación de este informe enriquecemos la realidad europea y mostramos nuestra acogida a los ciudadanos catalanoparlantes que verán, con la aprobación del mismo, que también estamos realizando la Europa de los ciudadanos en toda su plenitud. Por ello pido en nombre de mi Grupo, el Grupo Liberal, y como catalán, el voto favorable de Sus Señorías a este informe.

(Aplausos)

BANDRES MOLES (v). — Señor Presidente, Señorías, mi Grupo y yo mismo nos vemos muy honrados y satisfechos por el hecho de que una resolución de esta naturaleza sea tratada en este Parlamento. Y si me permiten una evocación personal, tengo que decirles que, defendiendo este informe, estoy honrando también a mis antepasados. El segundo apellido que ustedes conocen, ese apellido «Molet» es el apellido de un abuelo mío que migró al País Vasco hace muchísimos años y estoy absolutamente seguro que estaría orgullosos de que un nieto suyo defienda aquí la lengua catalana.

Las culturas y las lenguas minoritarias requieren no sólo la comprensión y la tolerancia de las «grandes» —y pongan ustedes todas las comillas que quieren en las «grandes»—

sino también el apoyo y la adopción de medidas concretas jurídicas y sociales que las impulsen y las potencien. Y en esta línea va la propuesta de resolución que promovieron los Parlamentos de Cataluña y de las Islas Baleares que estamos hoy aquí defendiendo, y que esperamos que mañana apruebe el Pleno de este Parlamento.

Nos parece, Señor Presidente, de estricta justicia, que se aprueben las líneas generales y esenciales del documento; que se publiquen en esa lengua los documentos más importantes y los Tratados; que, en las oficinas del Parlamento Europeo o de las Comunidades Europeas que se instalen en esos «países de habla catalana», se hable en catalán. Nos parece, como digo, perfecto y justo que se haga así. Pero queremos hacer aquí una observación. Mi Grupo ha presentado algunas enmiendas al texto con el fin, e insisto mucho, Sr. Guitérrez, de ampliarlo y de enriquecerlo. Se trata Señor Presidente, Señorías, de recordar que el catalán se habla y se escribe no sólo en lo que hoy es la *Generalitat* de Cataluña, no sólo en las Islas Baleares, sino también en ámbitos territoriales más extensos. Se habla ciertamente en la *Generalitat*, se habla en las Baleares, se habla en el País Valenciano bajo el nombre de «valenciano», se habla en los departamentos franceses de los Pirineos orientales, se habla en Andorra y se habla también en una ciudad italia-

na, la ciudad de Alghero. Nadie podrá dudar de la europeidad del Catalán, hablado, no ya por siete sino por *nueve* millones de europeos. Por eso no entiendo la posición de los ponentes. No entiendo porque la Señora Reding dice: «Pedimos el rechazo en bloque de todas las enmiendas.» No entiendo por qué le preocupa a algún coponente este problema. No lo entiendo, porque es desentenderse de la realidad. Estas enmiendas, cuya aprobación yo propongo a sus Señorías, no van en contra del espíritu de esta propuesta de resolución; muy al contrario, la están enriqueciendo y están dándole una realidad que quizá le falte en el texto concreto. Estas enmiendas, cuya aprobación postulo, conseguirán que el excelente informe que estamos tratando se extienda y se refiera a la totalidad de los territorios de la Comunidad Europea en la que se habla el catalán, lengua tan ilustre, tan rica y tan apreciada como es.

DE LOS SANTOS LÓPEZ (ARC). — Señor Presidente, el diputado Garaikoetxea Urriza no puede estar presente por estar bloqueado por la nieve, y hablo en su lugar, en el de mi Grupo y en el mío propio.

Conocemos el difícil consenso logrado en la Comisión de Peticiones para lograr un acuerdo sobre la propuesta que hoy discutimos, así como las complicaciones derivadas del reconocimiento oficial de nuevas lenguas en las instituciones europeas.

Pero habríamos desoído el criterio expresado por sectores políticos y culturales catalanes, que han apoyado nuestra Coalición europea de los Pueblos, integrado en el Grupo Arco Iris, y nuestras propias condiciones si no hubiéramos presentado enmiendas fundamentales referentes al derecho a la igual dignidad de todas nuestras lenguas y culturas, proponiendo el reconocimiento del idioma catalán, tal y como pidieron oficialmente y por unanimidad, los Parlamentos de Cataluña y de las Islas Baleares.

Las enmiendas que presentamos han sido propuestas por Esquerra Republicana de Catalunya, partido miembro de la Coalición de la Europa de los Pueblos, así como por el movimiento cívico, *Crida a la Solidaritat*. No nos parecía justo que el pleno reconocimiento oficial de una lengua en las instituciones europeas dependa, incluso cuando la hablan más de 10 millones de ciudadanos, de que éstos constituyan o no un Estado independiente. Es la igual dignidad de las culturas, la real implantación de nuestras lenguas vivas, y no el accidente político de poseer o no un Estado propio el que debería determinar el derecho al reconocimiento oficial de las lenguas y su empleo en todas las instituciones. De otra forma, nunca podría darse mejor argumento para reivindicar un Estado propio a todos los que defendemos la cultura de nuestro pueblo sin Estados y, más concretamen-

te, a quienes exigimos la oficialidad de nuestra lengua en todos los ámbitos, como garantía de su supervivencia. Entendemos las dificultades materiales que resultan del reconocimiento oficial de nuestras lenguas. Por ello proponemos un proceso gradual, en el caso del catalán. Pero sólo el respeto efectivo a la diversidad cultural de Europa dará consistencia a su construcción política. El trato discriminatorio de unas lenguas respecto a otras, en función del soporte político, estatal o no, que aquéllas tengan, sólo puede conducir al rechazo de una unión europea que todos deberíamos construir solidariamente, enriqueciéndola con nuestras especificidades culturales. La adopción o abandono del principio del multilingüismo integral debe ser una opción de todos.

LANDA MENDIBE (NI). — Señor Presidente, quiero, como vasco, saludar la presencia del catalán en el Parlamento Europeo y saludar el informe Reding, elaborado en nombre de la Comisión de Peticiones. Pero, junto a ello, me veo en el deber de recordar que el informe responde, en primera instancia, a una reivindicación reiterada de diversos estamentos de la nación catalana por el reconocimiento de su lengua propia —el catalán—, y recordar que el motor inicial y permanente de esa iniciativa es un organismo popular de Cataluña, la CRIDA, que ya lo promovió en la anterior legislatura, y

presentó cien mil firmas amparando una petición a la Comisión con el número 331/87.

Quiero, además, considerar altamente positivo que el Parlamento Europeo se decida por el reconocimiento de una lengua del prestigio y presencia del catalán, no obstante no tratarse todavía de una lengua de Estado.

Quiero ver aquí una esperanza también para nuestra propia lengua, el vasco, que aún no ha conseguido este *status*.

Quiero considerar, con todo, el informe Reding, con las limitaciones que este informe tiene, esto es, como un informe limitativo. Limitativo respecto de este movimiento popular y de estas reivindicaciones catalanistas que están en el arranque del movimiento. Por ello, quiero anunciar la presentación de trece enmiendas propuestas precisamente por un movimiento popular, la CRIDA. Puedo resumir el sentido de las enmiendas muy brevemente en cinco puntos:

Primero, modificar el título mismo del informe proponiendo que pase a llamarse «sobre el reconocimiento y el uso de las lenguas en las instituciones europeas, en particular de la lengua catalana».

En segundo lugar, recoger, como es obvio y es obligado —y quizás su no recogida se deba a un olvido de los ponentes— la primera petición 331/87 en la Comisión de Pe-

ticiones, encabezada precisamente por estas entidades cívicas y populares de Cataluña.

En tercer lugar, instar a que la propuesta de resolución Reding sea respetuosa con el sentido originario de todas las reivindicaciones hechas desde el ámbito catalán, a saber, el considerar la lengua catalana como lengua oficial en las Comunidades Europeas.

En cuarto lugar, llamar la atención sobre otras limitaciones en la propuesta de resolución Reding, que queda por debajo de las reivindicaciones catalanistas.

En quinto lugar, instar al Estado español a actuar de acuerdo con las disposiciones del artículo 217 del Tratado CEE y del Reglamento del Consejo.

Señor Presidente, deseo terminar saludando esta presencia del catalán y animando a que sea una puerta para que otros pueblos sin Estado tengamos también algún día nuestra lengua aquí.

ARBELOA MURU (s). — Señor Presidente, en cuanto antiguo coponente del informe sobre la lengua catalana de la Comisión de Peticiones al que dedicamos tanta horas en la legislatura anterior, me alegra vivamente que haya llegado a buen puerto parlamentario. Pero no voy a repetir todo lo que han dicho muy bien otros diputados que han habla-

do con anterioridad, y lo que yo mismo he dicho tantas veces en la Comisión de Peticiones y en los medios de comunicación de dentro o fuera de Cataluña.

Era un día de septiembre de 1537 en uno de los más lujosos salones del Vaticano. Venía el Emperador Carlos —I de España, V de Alemania y IV de Navarra— de vencer al turco, en aquel momento el enemigo de la Cristiandad en Túnez y en La Goleta. Venía satisfecho de haber cumplido sus deberes de emperador, pero estaba muy herido por la deslealtad del rey francés Francisco I, cuyas cartas con Barbarroja habían sido aprehendidas en La Goleta. El embajador francés, el obispo de Mâcon, se quejó entonces ante el Papa de que no entendía bien la lengua española y el emperador Carlos que, como flamenco que era, hacía muy poco tiempo que la había aprendido, le dijo delante del Pontífice: «Señor embajador, yo no hablaré más que en los términos de la lengua española, que es una lengua tan noble que merece ser conocida y entendida de toda la gente cristiana.»

Señor Presidente, como navarro, español catalanista, cultivador de su lengua, admirador de su cultura, me place decir también aquí que «la lengua catalana és tan noble que mereix ser entesa i coneguda de tota la gent europea» (que la lengua catalana es tan noble que merece ser

conocida y entendida por todos los europeos).

(*Aplausos*)

FERRER I CASALS (PPE). — Señor Presidente, ante todo permítame también a mí felicitar y agradecer a la ponente, Sra. Reding, y a los coponentes, Sres. Gasòliba, Gutiérrez Díaz y la Sra. Miranda, su informe sobre la situación del catalán en las Comunidades Europeas, elaborado en respuesta a la petición formulada en su momento por el *Parlament* de Cataluña y el de las *Illes Balears*, haciéndose eco de un sentir colectivo reiteradamente manifestado.

Las circunstancias que concurren en la lengua catalana justifican por sí solas las medidas que se proponen en la propuesta de resolución que acompaña el informe, por lo que pido también el voto favorable de esta Asamblea. Como lo justifica también el convencimiento, reiteradamente expresado por este Parlamento, de que es necesario respetar y proteger la diversidad cultural de Europa que constituye su mayor riqueza, el patrimonio que la historia nos ha legado y del que la lengua catalana forma parte. Por ello, pido encarecidamente al Consejo y a la Comisión que adopten las medidas que en la propuesta de resolución se proponen, y reconozcan el carácter oficial de la lengua catalana. Lo pido en la confianza de que la Comuni-

dad, que siempre se ha definido y ha actuado como una Comunidad fundamentada en el respeto a los derechos y deberes fundamentales del hombre, no puede ignorar el derecho de un pueblo milenario a ver reconocidos sus propios signos de identidad. Un pueblo nacido de Europa, que es de Europa y que quiere participar, desde su especificidad y a través de sus signos de identidad —que por ello queremos que se reconozcan— en el proceso de construcción europea, en el proceso de construcción de una Europa de signo federal respetuosa de la diversidad y garante de la riqueza cultural.

(Aplausos)

RIPA DI MEANA, *membro della Commissione*. — Signor Presidente, la Commissione si congratula con l'onorevole Reding per l'ottima relazione che ha presentato. Innanzitutto desidererei sottolineare che la Commissione attribuisce una grande importanza alle lingue parlate nella Comunità che costituiscono, come è stato detto giustamente a più riprese nel corso del dibattito, una grande ricchezza e fanno parte della particolarità dell'Europa comunitaria e del suo patrimonio culturale.

Nel caso di cui si discute, il catalano è una di queste lingue essendo, anche questo è stato ricordato nel corso del dibattito, una lingua ufficiale della Spagna, come indica-

to all'articolo 3 della Costituzione spagnola. Il castigliano, lo ricordo, è la lingua ufficiale dello Stato spagnolo ossia dell'insieme del territorio nazionale, mentre il catalano è lingua ufficiale nel territorio della Catalogna e delle isole Baleari.

È d'uopo, da parte della Commissione, precisare che questo regime giuridico è identico a quello delle due altre lingue parlate nel territorio spagnolo: il basco e il gallego. Per quanto concerne l'uso delle lingue in seno alle istituzioni, e dal punto di vista giuridico, l'articolo 217 del Trattato CEE e l'articolo 190 del Trattato CEEA stabiliscono che «il regime linguistico delle istituzioni della Comunità è fissato senza pregiudizio delle disposizioni previste nel regolamento della Corte di giustizia dal Consiglio che delibera all'unanimità». In applicazione di tali prescrizioni, il Consiglio ha adottato il 15 aprile 1958 il Regolamento núm. 1, modificato ad ogni adesione e da ultimo dall'Atto unico, nel quale sono specificate le nove lingue ufficiali e di lavoro della Comunità.

Per quanto riguarda gli Stati membri nei quali esistono diverse lingue ufficiali, l'uso di una lingua, a norma dell'articolo 8 del suddetto Regolamento, sarà determinato su richiesta dello Stato membro in questione, conformemente alle norme generali derivanti dalla legislazione di questo Stato.

Va rilevato che lo Stato in questione, nel presente caso la Spagna,

non ha finora presentato una tale richiesta. D'altro canto, nel considerare una simile richiesta si dovrebbe tener conto del fatto che un certo numero di altre lingue sono parlate a livello regionale o addirittura nazionale — e la stessa onorevole Reding ha indicato il caso del Lussemburgo — senza per questo essere accettate come lingue ufficiali della Comunità.

Inoltre, spetta ad ogni istituzione comunitaria decidere, ai sensi dell'articolo 6 del Regolamento sovraccitato, fino a che punto il catalano potrebbe essere una lingua di lavoro o di espressione orale come ha fatto la Corte di giustizia per gli esperti e i testimoni.

Per quanto riguarda la Commissione, questa possibilità non è per ora contemplata.

PANNELLA (NI). — Monsieur le Président, je voulais tout simplement qu'il soit consigné au procès-verbal que j'étais inscrit pour intervenir et que j'ai été empêché de participer à ce débat par le chaos de plus en plus grand que la présidence de notre Parlement et surtout le Bureau élargi font régner chez nous.

Monsieur le Président, malgré une directive très précise, j'ai été convoqué à 18 heures à la réunion de la commission du règlement. On nous impose des réunions qui ont

lieu à 300 mètres d'ici... De 19 heures à 21 heures, nous sommes obligés de participer à une commission institutionnelle... je voulais être inscrit pour parler des déchets... Et demain matin à 9 heures on commence nos travaux et on a la délégation de Yougoslavie.

En tant que parlementaire je vous demande s'il est sérieux que le Bureau élargi, pour faire passer des diktats comme les urgences d'un groupe politique nous contraigne à une situation de ce genre. Je trouve que nous n'avons pas la possibilité de travailler.

Je voudrais intervenir maintenant sur un autre point mais je ne pourrai probablement pas. Donc je vous demande, Monsieur le Président, dans votre sagesse, d'être l'interprète du malaise des députés plutôt que l'interprète des mauvaises actions du Bureau élargi.

DER PRÄSIDENT. — Im Präsidium wird immer auf Antrag aller beschlossen, daß keine Sitzungen nebeneinander stattfinden. Ich habe einmal gesagt, im Grunde sollte man das Plenum abschaffen, weil es die anderen Sitzungen stört.

Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet in der Abstimmungsstunde statt.

Report (Doc. A3-169/90) by Mrs. Reding, on behalf of the Committee on Petitions, on languages in the Community and the situation of Catalan.

Explanations of vote

COIMBRA MARTINS (S). — Eu quero dizer, Senhor Presidente, que vou votar convictamente pelo relatório Reding. É um relatório que trata de uma questão importante, a equaciona com clareza e a resolve com bom senso. Mas quero advertir ao mesmo tempo que a questão se vai renovar noutros termos, à medida que a Comunidade se for alargando, e que será então indispensável formular e resolver doutra maneira o problema do multilinguismo. Aliás, o que se está passando neste Parlamento é um aspecto do que estamos nós mesmos a promover ou ajudar na Comunidade. Aqui respeitamos o princípio que está na base do multilinguismo. Na Comunidade valorizamos o poliglottismo.

São direcções que se compreendem, mas que não podem excluir outro cuidado: o da saúde e do valor expressivo das línguas. Nós estamos a assistir, sob a conjunção de muitos factores que não vou agora discriminar, a uma transformação e a uma decadência da expressão verbal e literária no próprio âmbito da Comunidade. Quanto a este Parlamento, não o esconderei, nas dife-

rentes versões dos documentos que adoptamos, é muito frequente os sentidos não coincidirem, e sucede até que sejam contraditórios.

Em suma, e porque não posso ir mais longe, o multilinguismo tem os seus limites —por isso votámos contra as alterações apresentadas— e o poliglottismo não deverá afectar a qualidade e a expressividade de cada língua considerada de *per si*. Noutros termos, temos internamente de reconsiderar e controlar o multilinguismo; e externamente de estudar a conjuntura que justifica uma política comunitária do património linguístico e de lançar as bases dessa política.

GIL-ROBLES GIL-DELGADO (PPE). — Señor Presidente, también en nombre del Grupo parlamentario del PPE, deseo anunciar el voto favorable al informe de la Sra. Reding y de sus tres componentes que, retomando el trabajo iniciado en su día por el Sr. Chanterie y los anteriores ponentes, han sabido llevarlo a buen puerto. Para ello, señor Presidente, se han fundado en una base sólida: la legalidad comunitaria que establece nueve lenguas de trabajo y que no se trata de modificar, y los sistemas legales de los Estados miembros, que reconocen otras lenguas oficiales, bien en todo el territorio de dichos Estados, bien en zonas determinadas del mismo. El

informe respeta así el principio de seguridad jurídica inherente al Estado del Derecho y, en el caso del catalán, como en el de otras lenguas españolas, se respeta la voluntad de los pueblos que han querido esa oficialidad, consagrándola en los respectivos Estatutos de Autonomía democráticamente aprobados.

El informe, señor Presidente, es realista. No propugna imposibles utopías de hacer oficiales todas las lenguas comunitarias, ni siquiera una tan importante como el catalán. Con ese buen sentido —muy catalán por cierto—, aconseja y trata de que la lengua catalana se use hasta el límite máximo que permite la legislación comunitaria. Al Consejo y a la Comisión corresponde ahora hacer gala de la misma sensibilidad y realismo.

Señor Presidente, las lenguas no son dignas porque estén o no reconocidas legalmente, sino porque son instrumento de comunicación entre los hombres. Tampoco la mayor o menor importancia del catalán procederá de su reconocimiento legal. Esa importancia se la han dado cuantos, a lo largo de la historia, han troquelado una lengua llena de belleza, la han mantenido en tiempos bonancibles y menos bonancibles, y la han utilizado para enriquecer el acervo cultural de la humanidad con aportaciones importantísimas. Al anunciar el voto favorable de mi Grupo, séame permitido, señor Presidente, rendir a esos hombres y mu-

jerer el merecido homenaje en esta lengua que es también suya.

(Aplausos de la derecha y del centro)

GASÒLIBA I BÖHM (LDR). — Señor Presidente, Señorías, quiero expresar en nombre del Grupo Liberal nuestro apoyo al informe Reding del cual he tenido el honor de ser uno de los coponentes junto con mis colegas la Sra. Ana Miranda y el Sr. Antoni Gutiérrez Díaz. Querría destacar la importancia política de este informe, que recoge el acuerdo de los principales Grupos de esta Asamblea que, como destacó la Sra. Reding, ha estado en un equilibrio entre lo posible y lo osado. Lo posible, porque hemos querido agotar todas las posibilidades que se ofrecían dentro del marco jurídico de la Comunidad Europea, y lo osado, evidentemente, porque en todos los años en que se han desarrollado los trabajos de esta Asamblea, nunca se había llegado a un reconocimiento específico, dentro del marco que señala precisamente este informe, de una lengua no oficial a nivel estatal. Sí lo es, como se ha repetido aquí, oficial a nivel del Estado español, reconocida por su Constitución y por los Estatutos en los respectivos territorios. Por lo tanto, yo querría destacar este acuerdo, este consenso muy amplio, al cual se han añadido algunas aportaciones desde posiciones marginales de esta Asamblea,

pero que en algunos casos, lamentablemente, tampoco han podido ser acogidas, entre otras cosas porque hacían referencia a peticiones ya clasificadas y contestadas en su momento.

Queremos, para aquellos que se consideran insatisfechos del nivel que alcanza este acuerdo, que tengan en cuenta las reticencias que ayer expresó el Comisario Sr. Ripa di Meana, que, por otra parte, ha tenido siempre una actitud muy comprensiva respecto al catalán y que fue el responsable que promovió la Oficina de Información en Barcelona, que, según reconoce, precisamente, este informe, desarrollará todas sus actividades en catalán. Pero ayer el Sr. Ripa de Meana nos señalaba una serie de limitaciones, especialmente de tipo jurídico, que creo dan medida de la importancia de este acuerdo. Espero que, con este acuerdo, que seguro que será muy amplio con el voto de esta Asamblea de aquí a unos momentos, la Comisión escuche la voluntad de este Parlamento, las propuestas que hace para la utilización del catalán y, sobre todo, para la utilización del catalán cuando llega al ciudadano catalanoparlante. Es una situación de respeto a la ciudadanía europea, de respeto a la ciudadanía catalana que se expresa en catalán y que desea recibir en su lengua propia este hecho. Nada más, muchas gracias, y espero su apoyo en este

voto que consideramos de gran importancia.

(Aplausos)

DILLEN (DR). — Mijnheer de Voorzitter, het verslag van mevrouw Reding, neerkomend op de eerbied voor een Europese taal, in voorkomend geval het Catalaans, moet met geestdrift begroet worden. Dit is tenminste echt Europees werk. Zo vaak wordt gesproken over de rijke verscheidenheid van Europa, maar het blijft bij woorden. De verdediging van het Catalaans is meer dan een woord is, een Europese daad. Het gaat hier om het Europa waarvoor het waard is te strijden. De verdediging van het Catalaans reikt wezenlijk, zelfs verder dan het Catalaans reikt wezenlijk, zelfs verder dan het Catalaans alleen. Hier werd een wapen gesmeed ter verdediging van alle Europese talen in het algemeen, en van door minderheden of door geen miljoenen gesproken talen in het bijzonder.

Als Vlaming weet ik waarover ik spreek. Mijn volk heeft in de Belgische staat, waarin het jammer genoeg nog opgesloten blijft, meer dan anderhalve eeuw lang moeten strijden om zijn taal, cultuur, identiteit te redden. Deze strijd is vandaag niet eens ten einde. Op meer dan één plaats blijft er bedreigd gebied en de vestiging van alle Europese instellingen in Brussel zou de bedrei-

ging verschrikkelijk doen toenemen. Het opkomen voor het Catalaans is symbool voor een gezond Europa, waarin de taal van ieder Europees volk, iedere cultuur, iedere identiteit recht heeft op leven en ontplooiing. Te veel en te vaak werd in het Europees verleden door vele landen en door alle regimes hier tegen gezondigd dan dat wij vandaag niet met zijn allen verheugd zouden zijn om dit Catalaanse precedent.

Waar een taal leeft, leeft een Europese rijkdom. Waar een taal verdwijnt moet men vaststellen dat Europa's cultuur verschraalt, dat Europa als geheel een stuk armer wordt. Waar de grote officiële eenmakers zo dikwijls het slechte voorbeeld geven door het alles gelijkshavende bureaucratisme, het alles gelijkshakelende technocratie, wordt met het Catalaanse voorbeeld het bewijs geleverd dat het ook anders kan. En, hoe groot onze vrees ook is dat deze goede uitzondering mogelijk de slechte regel bevestigt, en dat één zwaluw nog geen Europese lente maakt, begroeten wij toch deze Catalaanse zwaluw. Het Catalaans voorbeeld is een hart onder de riem voor allen die de verscheidenheid van Europa niet alleen met het woord, doch metterdaad beleiden. Waar een taal leeft, leeft een recht op voortbestaan, want waar een taal leeft, leeft een Europese rijkdom.

(Applaus ter rechterzijde)

MELIS (ARC). — Signor Presidente, il nostro gruppo sostiene e fa propria la richiesta di assumere la lingua catalana, pur nei limiti previsti nella relazione dell'onorevole Reding, fra quelle ufficialmente usate nelle istituzioni comunitarie, non solo perché appartiene al vigoroso ceppo di lingue neolatine che hanno espresso, fra vivide luci di civiltà e pesanti ombre di oppressione, la storia d'Europa, ma anche perché, rompendo i confini del cenacolo letterario dei serventesi di Pietro il Cerimonioso o le odi di Bernardo Metge è stata ed è strumento di vita e poderoso momento d'identità etnostorica per un popolo che parla questa lingua da oltre settecento anni.

Una lingua che ha distinto e unito i Catalani nelle complesse vicende del formarsi dell'odierno Stato spagnolo e che, ancora oggi, è parlata e amata nelle regioni di loro insediamento e ove, combattendo, conquistando, usurpando, ma diffondendo cultura e civiltà, ha attraversato la storia di altri popoli come nella mia regione, la città di Alghero in Sardegna.

Italiani, Francesi, Spagnoli, Sardi, Romeni, Catalani, Ladini, Portoghesi trovano tutti origine nell comune matrice neolatina ed esprimono, con le altre realtà presenti in Europa, tutta la forza e la ricchezza delle diversità nelle quali si è sviluppata la storia dei popoli. Comprimerla, negando l'esistenza di

una parte per sottometerla a un'altra, come hanno fatto utti gli oppressori antichi e recenti, significa perpetuare prevaricazione ed ingiustizia; ma significa soprattutto innescare irresistibili moti di ribellione, testimoniati, nel nostro tempo, dal tumultuoso insorgere dei popoli che hanno letteralmente disgregato l'impero sovietico, reappropriandosi, con le rispettive identità culturali, di una precisa titolarità politico-istituzionale che li rende o renderà liberi e autonomi.

E l'Europa che vogliamo costruire e di cui oggi discutiamo la bozza di Costituzione dovrà essere espressione di queste diversità o non sarà Europa, ma il riproporsi, in forme diverse e più oppressive, della prevaricazione di alcuni popoli su altri, costretti dalla logica della forza al perpetuarsi di un inaccettabile e inaccettata sottomissione.

Riconoscendo il Catalano, apriamo finalmente una nuova pagina di storia e di civiltà politica; una pagina nella quale si legge che la libertà non è diritto dei forti, subalternità ed emarginazione dei deboli, ma una forza unificante che, restituendo pari dignità e legittimazione alle diversità, le chiama all'operoso e solidale impegno di costruire le grandi civiltà del domani.

LANDA MENDIBE (NI). — Señor Presidente, visto el debate del informe Reding, se ratifica la calificación de informe limitado que ha-

ciamos ayer, calificación basada en que sus propuestas no van más allá, en la práctica, de lo que ya se hace por iniciativa catalana. El informe ha postergado reivindicaciones de primer orden contenidas en las iniciativas de organismos e instituciones catalanes con el propósito de que, finalmente, estas valiosas propuestas estuvieran en la resolución. Hemos presentado las catorce enmiendas sugeridas por el organismo popular catalán *Crida a la Solidaritat*. Llamo la atención sobre lo expresado por el Comisario Ripa di Meana en el debate. La iniciativa procedimental corresponde al Estado español, para conseguir que el catalán sea lengua oficial en Europa, de acuerdo a las disposiciones del artículo 217 del Tratado CEE, del artículo 190 de Euratom y el Reglamento del Consejo del 15 de abril de 1958. Voy a votar a favor de la resolución Reding pero con la conciencia de que esta resolución da un lugar sólo simbólico al catalán. La batalla real, la verdadera batalla por el catalán, también queda aplazada y hace referencia esta batalla a derechos lingüísticos y políticos de las naciones sin Estado en Europa.

GOLLNISCH (DR). — L'extension des frontières de la Communauté européenne et l'augmentation du nombre des États accroissent les difficultés de traduction et d'interprétation.

Par contre, si nous parlions une seule et même langue, nous facilite-

rions la communication entre les peuples d'Europe et nous témoignons de façon éclatante de l'unité de ses citoyens.

Nous ne pouvons cependant choisir la langue de l'un des pays de la Communauté. Ce serait contraire au principe d'égalité des États membres. C'est d'une langue qui n'est à personne que nous devons faire notre langue commune à tous. Députés des nations d'Europe! La langue latine nous a été léguée par nos pères; elle fut le véhicule millénaire de la culture romaine; elle fut durant tout le moyen-âge le lien entre les diverses nations de la chrétienté et jusqu'à notre époque, elle fut la langue de référence dans de nombreux domaines.

Par l'esprit, le sentiment, l'âme, la langue latine est propre à notre vaste patrimoine commun. Je vous le dis donc aujourd'hui «comme langue de notre Communauté européenne tout entière, il nous faut choisir le latin».

Europae Communitatis finium propagatio, atque Communitatis illius regnorum numeri multiplicatio, translationis interpretationisque difficultates amplificat.

Si autem, una et eadem lingua loquimur, tunc communicationem inter europaeas gentes rem faciliorem reddamus, et civium eorum unitatem praeclariter declarem.

Non possemus tamen Communitatis alicujus regni aliquam linguam eligere. Hoc enim regnorum aequa-

litatis instituto contrarium esset. Debemus autem regni nullius linguam, linguam communem uti. Latina lingua a patribus nostris tradita est; fuit culturae romanae millenarium vehiculum; per totam mediam aetatem, item vinculum inter christianitatis varias gentes fuit; et usque ad saecula nostra, multa vero, quae in latina lingua scripta sunt.

Lingua latina, cultu, spiritu, animoque, ampli communis nostri patrimonii propria est. Hodie enim vobis dico: latina lingua, Europae nostrae communitatis lingua, nobis elegenda est. Dixi et vobis gratiam ago.

(*Applaudissements*)

COIMBRA MARTINS (S). — Senhor Presidente, só uma pergunta: *Quousque tandem, Gollnische, abutere patientia nostra?*

(*Aplausos*)

(*Risos*)

PANNELLA (NI). — Signor Presidente, poiché credo che Catilina non sia presente, potrei anche dire: «textus optimus lingua pessima». Ma andiamo avanti! Signor Presidente, colleghi, sono stato per quasi tutta la mia vita estraneo e/o contrario alla filosofia e alla pratica dell'Esperanto. Proprio dalla riflessione sugli avvenimenti di questi ultimi anni e sulla situazione attuale del mondo deriva la mia sempre più ferma convin-

zione che per ragioni scientifiche, sociali, culturali e politiche la difesa della pluralità linguistica nel mondo non può sottostare alla legge della giungla, cioè al rischio costante che talune lingue prevalgano su altre sulla base di condizioni imperanti e imperialistiche, dovute all'una o all'altra realtà. Credo quindi, signor Presidente, che sta diventando urgente per l'umanità, e per l'Europa, el problema dell'adozione di una lingua veicolare che consenta sia ai titolari e agli utenti della lingua, chiamiamola, imperiale sia ai parlanti tutte le altre lingue di avere un idioma di riferimento comune, lasciando peraltro ad ogni lingua la sua latitudine e la sua possibilità di dialogo. E per sottolineare questo punto, signor Presidente, che, pur essendo molto grado al relatore per il lavoro da lui svolto, io mi asterro, perché ritengo che sia una fatica di Sisifo continuare su questa strada.

FERRER I CASALS (PPE). — Señor Presidente, si he querido tomar la palabra para explicar mi voto al proyecto de resolución sobre la situación de la lengua catalana, no es sólo para decir que lo votaré favorablemente, sino también para destacar el carácter histórico del debate y de la votación que estamos realizando —¡no lo olvidemos!— y para insistir en la petición que ya ayer dirigí al Consejo que, no lo olvidemos tampoco, es a quien corresponde pro-

nunciarse sobre el régimen lingüístico de la Comunidad, no a este Parlamento. Quisiera recordarle en este sentido al Consejo el punto de la resolución adoptada en Roma durante la Conferencia de los Parlamentos nacionales y el Parlamento Europeo para preparar la estrategia de cara a las conferencias intergubernamentales, que hablaba de que los Tratados deberían incluir un nuevo artículo precisando que debía respetarse y protegerse la diversidad y riqueza cultural de los pueblos de la Comunidad, en particular en el ámbito lingüístico. A partir de este debate, el Consejo, la Comisión y también este Parlamento tienen ya la oportunidad de demostrar «la coherencia de sus obras siempre atemperada a la concordia de sus ideas», como decía uno de los fundadores de mi partido, Manuel Carrasco y Formiguera.

Quiero explicar mi voto para pedir también, por último, a este Parlamento que, en tanto que representante de los pueblos de la Comunidad, cumpla con los acuerdos que él mismo ha adoptado, y contribuya así a hacer realidad aquella unión cada vez más estrecha de los pueblos de Europa de la que hablaron nuestros padres fundadores.

BANOTTI (PPE), *in writing*. — The existence of these minority languages should be taken into account when any new European Community programme is being

prepared. For example, the regional policy of the European Community should include a linguistic and cultural dimension. Likewise in recent years the European Community launched a number of cultural programmes (European Community Poetry Prize, financial assistance for the translation of modern literary works). What a pity these excellent programmes are limited to the official working languages of the European Community and Irish. Is a Catalan or a Scots Gaelic modern novel not also part of Europe's cultural heritage?

The LINGUA Programme was established last year to promote the major languages and it has a budget of 200 million ECU. If we are agreed that 10-15 % of European Community citizens speak a lesser used language, surely these languages should get a share of the LINGUA budget. Or should the Community really show its interest in this subject and thereby establish a parallel LINGUA Programme for lesser used languages? I believe it should.

COLOM I NAVAL (s), *por escrito*. — En la legislación anterior, el Parlamento Europeo inició la tramitación de la petición unánime de los Parlamentos de Cataluña y de las Baleares sobre el uso oficial del catalán en las instituciones comunitarias. No creo que esa terminología —«uso oficial»— tenga siquiera reflejo directo en la normativa comunitaria

vigente; sin embargo, creo asimismo que todos nos entendíamos y entendemos al respecto.

En el clima de cooperación que ha presidido este informe, mi compañero y amigo D. Xavier Rubert de Ventós me solicitó en su día comentarios a su informe de opinión para la Comisión de Cultura, por ello veo con simpatía su actual posición.

La elección de un nuevo Parlamento ha retrasado un tanto el informe final. Sin embargo, el retraso ha permitido un trabajo profundo y fecundo y se ha logrado un texto que puede aunar una amplia mayoría. Como diputado europeo me felicito de este paso adelante de la Europa de los ciudadanos; como catalán me congratulo especialmente de que tal primer paso se dé precisamente en favor de quienes hablan mi lengua.

MIRANDA DE LAGE (s), *por escrito*. — El informe sobre «*La situación de las lenguas en la Comunidad Europea y la de la lengua catalana*» que vamos a votar ha tenido un largo y laborioso proceso porque el ánimo de los ponentes pretendía llegar a un acuerdo consensuado y unánime, como así sucedió cuando se aprobó en comisión.

Este informe reconoce la importancia de la lengua catalana, su evolución a lo largo de los siglos y hace hincapié en la situación actual nacida de la Constitución española de 1978.

Introducir la cuestión de las lenguas comunitarias no oficiales puede parecer osado porque es un tema complejo que enraiza con los sentimientos más profundos de los ciudadanos: su origen, su entorno geográfico. De ahí la necesidad de un acuerdo consensuado que evitara cualquier tipo de agravio y alejara, al mismo tiempo, el temor de la desunión y de la discriminación.

Como socialista, la defensa de los valores de la justicia, la solidaridad y la tolerancia es un compromiso que va más allá de mi origen nacional. Por ello creo que la Europa de los ciudadanos sólo podrá construirse teniendo en cuenta estos valores. Pero tampoco puede olvidarse ni el pluralismo ni la diversidad de culturas que conviven en la actual Europa comunitaria. La comprensión y la generosidad deben presidir, por tanto, las políticas lingüísticas. Sólo así podrá evitarse la discriminación de las comunidades minoritarias que conviven en regiones europeas. La imposición sólo conduce a la división y al rechazo. Y una lengua puede ser aceptada y amada, aunque no sea la propia, cuando es un elemento de convivencia e igualdad, nunca cuando su desconocimiento es motivo para la discriminación.

Este informe aleja esos temores porque pretende, únicamente, que una lengua que es hablada por varios millones de europeos sea considerada como un vehículo cultural más en nuestra Europa plural. Por

ello recomiendo el voto afirmativo en mi calidad de coponente de este informe.

RUBERT DE VENTÓS (S), *por escrito*. — Ante todo quiero felicitar a los ponentes y rendir tributo a quienes han mantenido y transmitido nuestra lengua —*ens han salvat els mots*— en los años oscuros cuando ésta no era ya oficial, sino ni tan sólo legal en Cataluña.

Pero deseo explicar también *sensu contrario* mi voto, ya que, en aras del consenso, no he votado enmiendas que me parecían razonables y sin las cuales no se puede hablar, como han hecho algunos ponentes, del «reconocimiento de la oficialidad del catalán», sin que ello parezca un abuso semántico o incluso un *mot d'esprit*.

¿Qué oficialidad es aquella que no reconoce ni su *uso en las reuniones de la Comunidad en territorio de habla catalana* ni su *eventual uso en el Pleno*? Estas eran las dos propuestas sustantivas de mi informe en la Comisión de Cultura (PE 140 254; 21 abril 1989) y que han sido aquí amputadas hasta dar al presente informe un tono condescendiente y limitativo. Quiero subrayar que aquellas propuestas habían sido informadas favorablemente tanto por la Comisión de Asuntos Jurídicos como por la nota informativa de los Servicios Jurídicos.

Mi temor es que si no se amplía e interpreta abiertamente, este in-

forme pueda resultar paradójico e irónico como en las siguientes historias:

—¿Alguno de ustedes habla inglés? —pregunta un Director de instituto a sus profesores.

—Hablar inglés, lo que se dice hablarlo no —contesta uno de ellos—, pero si se trata sólo de enseñarlo...

(Traducción: usar, lo que se dice usar el catalán en las reuniones comunitarias no se puede, pero si se trata sólo de oficializarlo...).

O la historia del doctor que recomienda al paciente unas pastillas para adelgazar:

—¿Son para antes o para después de las comidas? —pregunta éste.

—No, son *en lugar* de las comidas —responde el doctor.

(Traducción: la *oficialidad* podría resultar también no *para*, o *en torno*,

sino *en lugar* del uso. Y he de reconocer que a pesar de ser catedrático de filosofía, a mí se me escapa qué pueda ser el sentido de las palabras —y de la propia palabra «oficialidad»— más allá de un uso efectivo).

De todos modos, estoy seguro de que nos encontramos ante un primer paso, y que pronto la unión europea desarrollará, como se ha esperado recientemente, «los mecanismos para que las regiones puedan hacer valer sus intereses sobre las cuestiones esenciales que les conciernen».

Tenga usted la seguridad, señor Presidente, que la efectiva utilización del catalán en el seno de la Comunidad es una, quizás la primera, de estas «cuestiones esenciales que nos conciernen», y que, como pienso mostrar en su momento, no ha de representar costes ni complicaciones adicionales para la Comunidad.

(Parliament adopted the resolution)

RESOLUCIÓ, D' 11 DE DESEMBRE DE 1990, SOBRE LA SITUACIÓ DE LES LLENGÜES A LA COMUNITAT I LA DE LA LLENGUA CATALANA (DOCE núm. C19/42, de 28 de gener de 1991)

El Parlamento Europeo

— Vista la Petición n.º 113/88 del Parlamento de Cataluña,

— Vista la Petición n.º 161/89 del Parlamento de las Islas Baleares,

— Vistos los artículos 217 y 248 del Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea, los artículos 190 y 225 del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea de la Energía Atómica, así

como las diferentes Actas de adhesión,

— Visto el Reglamento n.º 1 del Consejo de 15 de abril de 1958, modificado tras cada adhesión, y en especial sus artículos 1, 6, 7 y 8,

— Visto el informe de la Comisión de Peticiones y las opiniones de la Comisión de Asuntos Jurídicos y de Derechos de los Ciudadanos y de la Comisión de Juventud, Cultura, Educación, Información y Deporte (A3-169/90),

A. Considerando que las Comunidades Europeas, y más en particular el Parlamento Europeo, constituyen —de todos los organismos internacionales que agrupan a países en los que se utilizan diversas lenguas— el único órgano que ha adoptado el principio del «multilingüismo integral»; ello supone que, con excepción del luxemburgués (que pasó a ser una lengua oficial de Luxemburgo en 1984), las diez lenguas que tienen el estatuto de la lengua oficial en todo el territorio de un Estado miembro son también relevantes en cuanto lenguas de la Comunidad, bien entendido que el texto de los actos de derecho derivado no se publica en irlandés,

B. Considerando que la experiencia demuestra que este trabajo sistemático en 9 lenguas, que comporta costes no despreciables, da origen a dificultades y sobrecargas técnicas que pueden verse acrecentadas,

en su caso, a consecuencia de nuevas adhesiones,

C. Considerando, sin embargo, que mediante el recurso extensivo a la práctica del «multilingüismo integral» el Parlamento Europeo pretende subrayar la dignidad que reconoce a las lenguas, reflejo y expresión de las culturas de los pueblos y que, en cualquier caso, los efectos positivos de esta práctica son evidentes puesto que permite examinar los textos sometidos al Parlamento, y en especial los textos de las propuestas de medidas comunitarias que tienen valor legislativo, en las lenguas de todos los países en cuyos sistemas jurídicos estas medidas deberán integrarse,

D. Considerando la importancia de la lengua catalana, lengua europea milenaria utilizada en todos los niveles de la enseñanza y en todos los medios de difusión, en la que existe una producción cultural y literaria muy importante y de la que hace uso efectivo y continuado la mayor parte de la población de un territorio de más de 10 millones de habitantes, y también su carácter oficial,

E. Considerando, por todos los motivos antes mencionados, que no es posible acceder a una aplicación completa del principio de la igualdad de todas las lenguas de los países comunitarios pero que, por lo que respecta a la lengua catalana,

existen posibilidades de utilización que pueden ponerse en práctica en el momento actual,

1. Subraya la importancia que debe concederse a la utilización de las lenguas por parte de las Comunidades Europeas, que deben intentar que los pueblos de Europa no contemplen esta institución como un cuerpo exterior y extraño sino como un elemento que forma parte de la vida cotidiana de los ciudadanos:

2. Considera que las Peticiones n.º 113/88 del Parlamento de Cataluña y n.º 161/89 del Parlamento de las Islas Baleares traducen bien esta necesidad, en particular referida al catalán, lengua oficial en el territorio de los pueblos representados por los dos Parlamentos que han presentado estas peticiones, en virtud de los Estatutos de Autonomía respectivos y en el marco de la norma general del artículo 3 de la Constitución Española de 1978;

3. Señala que, para que el objeto de estas peticiones pueda hacerse realidad, debe tenerse en cuenta que la fijación del régimen lingüístico de las instituciones de las Comunidades Europeas —en virtud de las disposiciones del artículo 217 del Tratado CEE, del artículo 190 del Tratado EURATOM y del Reglamento n.º 1 del Consejo de 15 de abril de 1958— es competencia del Consejo, que decide por unanimidad y

que, por lo que respecta a los Estados miembros en los que existen diversas lenguas oficiales, el uso de la lengua debe determinarse, a solicitud del Estado interesado, según las reglas generales de la legislación de este Estado;

4. Pide al Consejo, formado por los representantes de los Estados miembros, y a la Comisión, que adopten medidas que permitan lograr los objetivos siguientes:

— La publicación en catalán de los Tratados y de los textos fundamentales de las Comunidades,

— La difusión en catalán de la información pública relativa a las instituciones europeas por todos los medios de comunicación,

— La inclusión del catalán en los programas elaborados por la Comisión para el aprendizaje y el perfeccionamiento de las lenguas europeas,

— La utilización del catalán en las relaciones orales y escritas con el público en la(s) Oficina(s) de la Comisión de las Comunidades Europeas en las Comunidades Autónomas en cuestión;

5. Acoge con satisfacción que, de conformidad con el Reglamento del Tribunal de Justicia, los testigos y expertos puedan ya utilizar la lengua catalana en el Tribunal si no pueden expresarse de modo conveniente en una de las lenguas de procedimiento del Tribunal;

6. Pide a la Mesa, en el marco del régimen jurídico mencionado en el apartado 3 y por lo que respecta al Parlamento Europeo, que adopte decisiones adecuadas en la materia, teniendo en cuenta los objetivos citados;
7. Encarga a su Presidente que transmita la presente resolución y el informe de su comisión al Consejo, a la Comisión y a los dos Parlamentos que han presentado las Peticiones n.º 113/88 y n.º 161/89.